



Un pari démocratique pour l'Université d'Artois

Des syndicats et des collègues non syndiqués, se sont regroupés autour de la FSU et de ses composantes, première fédération de l'éducation et de la fonction publique d'Etat, pour questionner l'avenir et le sens des choix politiques de l'université d'Artois. Pour un service public d'éducation de qualité, respectant les personnels, la laïcité, nos collègues sont unis pour la démocratisation, la transparence, et l'accès de tous à une formation de qualité. Pour mettre en place des structures et un fonctionnement adaptés aux nouveaux défis (application de la LRU, intégration de l'IUFM) dans le respect du service public.

Il s'agit d'un pari démocratique pour l'université d'Artois.

Mode de gouvernement collégial dans une éthique affirmée et maîtrisée du service public d'éducation:

Notre liste souhaite renforcer la qualité des échanges et des débats démocratiques au sein du CA et des instances. Une prise en compte de notre situation spécifique: une université de 12 sites dont trois écoles intégrées (2 IUT, 1 IUFM) couvrant l'ensemble de la région. L'exigence de bonne gouvernance passe par un contrôle démocratique de l'exécutif. L'université dispose des compétences pour auditer et améliorer ses fonctionnements internes : pour que l'application de la LRU n'entraîne pas une baisse des postes offerts aux concours de recrutement de personnel enseignant relevant du statuts de la fonction publique d'état, pour éviter toute dénaturation des statuts des personnels relevant de la fonction publique.

Pour une politique d'emploi et de gestion des personnels :

Pour une politique d'emploi conforme à l'intérêt général gérée par des commissions élues démocratiquement dans l'intérêt des personnels. Pour une gestion claire, transparente des carrières, des répartitions et des modulations des services, en rapport avec les droits statutaires des personnels. Nos élus veilleront à l'application des statuts et à la promotion de chaque catégorie de personnels. Pour le maintien des droits acquis et l'harmonisation des carrières selon des données transparentes et explicitées. Les personnels de droit public et sous contrat doivent bénéficier des mêmes droits du service publics. Pour les personnels : lisibilité et concertation pour les carrières, le recrutement et contre la politique de précarité.

Pour une vraie politique budgétaire :

Une maîtrise des financements privés limités au cadre du mécénat. Une répartition financière équitable et concertée des financements extérieurs et le respect des finances propres des écoles intégrées. La création d'instances compétentes permettant d'impulser une politique raisonnée fiable et stable.

Une politique pédagogique :

Pour une professionnalisation autorisant la diversité des parcours. Pour une politique soutenue d'incitation à l'innovation pédagogique. Pour le strict respect du barème national des droits d'inscription et du droit d'accès de tous aux formations du supérieur. Pour une véritable réflexion sur le plan licence qui permette la réussite de tous les étudiants. Pour une véritable réflexion sur des systèmes pédagogiques afin susciter la motivation et la réussite de tous les étudiants.

L'entrée de l'IUFM.

L'intégration de l'IUFM conduit à des modifications profondes du paysage de l'université. Les écoles intégrées doivent conserver leurs spécificités, leur identité propre en liaison avec une politique générale visant à offrir des nouvelles dynamiques de professionnalisation. Réhabiliter les dimensions pédagogiques de la formation universitaire. Pour une vraie pré-professionnalisation avec les modifications des épreuves des concours, pour un accompagnement progressif de l'apprentissage du métier d'enseignant. Pour l'harmonisation et le maintien des droits des personnels.

Pour la recherche:

Pour respect de la liberté de la recherche qui ne soit pas entièrement assujetties à la commande publique ou privée. Pour une vie collégiale des équipes et une valorisation de l'inscription dans le PRES garantissant les statuts des différents personnels. Pour une recherche innovante sur la formation de formateurs d'horizons différents (maîtres-formateurs, conseillers pédagogiques, enseignants-chercheurs, enseignants-chercheurs dans le secteur de l'enseignement spécialisé...), notre liste prétend qu'en matière de recherche, "*Le paysage final n'est jamais visible du point de départ.*" (Albert Fert)

Les masters.

Axe cardinal d'une politique universitaire, nous voulons un vrai Master adossé à la recherche en équilibre avec des masters professionnels sans risque pour les concours de recrutements des enseignants relevant du statut des fonctionnaires de l'état.

**Nous nous engageons à représenter la diversité des pôles et des personnels.
Votez en faveur d'un pari démocratique pour l'université d'Artois.**



FSU/SNESUP/AUTRES SYNDICATS/NON SYNNDIQUES

